

BUDGET

Des Dépenses et Services

DE

*La Dette publique; des Dotations; des Départemens de la Justice,
des Affaires Étrangères, de la Marine et des Finances; et des
Remboursemens, Restitutions et non-valeurs,*

POUR L'EXERCICE 1832.



Rapport

De M. le Ministre des Finances,

A LA SÉANCE DU 30 NOVEMBRE 1831.

Messieurs,

Le budget du département de la guerre vous ayant été présenté, et notre collègue au Ministère de l'Intérieur n'étant pas encore en mesure de vous soumettre le sien, le Roi nous a autorisé d'offrir à votre examen la loi relative à la fixation du budget des dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1832, pour la Dette Publique, les Dotations, les Ministères de la Justice, des Affaires Étrangères, de la Marine, des Finances, et pour les remboursements, restitutions et non-valeurs. La loi relative à la fixation du budget des recettes, vous sera proposée immédiatement après la présentation du budget du Ministère de l'Intérieur.

Le traité de séparation qui vient d'être conclu et signé, nous impose de nouvelles charges; la Nation et le Roi les ayant acceptées, c'est à leur accomplissement que doivent tendre nos efforts communs. Il est vrai qu'elles sont accumulées dans une année déjà grevée du remboursement de deux emprunts, mais le crédit public qui s'étaiera de l'assurance de notre indépendance, de la garantie de la paix générale et de notre bonne foi à remplir nos engagements, nous prêter son puissant secours.

Il est à remarquer que la dette publique est de *f* 18,029,766; mais cette somme sera réduite pour l'exercice 1853, à celle de *f* 8,400,000, qui figurera au chapitre des charges permanentes. D'autres paiemens temporaires de la dette publique, qui ne se produiront plus, forment une somme de *f* 22,470,000, de sorte que le fardeau des charges se trouvera à l'avenir considérablement diminué.

Notre situation financière offrira surtout des motifs de consolation, en la comparant avec celle des pays qui nous environnent.

Nous nous sommes appliqués à fournir tous les éclaircissemens qui ont paru utiles pour abrégier la discussion , et vous mettre à même d'émettre votre vote avant la fin de l'année , afin que celle qui suivra s'ouvre sous les auspices de l'ordre et de la régularité.

Les budgets des divers services, formés sur un même plan, présentent un tableau synoptique de toutes les charges et les bases sur lesquelles elles reposent, sans recourir à une multiplicité d'états de détails qui, loin de les rendre plus clairs, y jettent souvent la confusion.

Une autre amélioration se fait encore remarquer par la division des dépenses en ordinaires et permanentes, et en extraordinaires et temporaires.

Le même état présente aussi les différences en plus ou en moins avec l'exercice antérieur.

Laissant à mes collègues le soin de vous entretenir des dépenses qui affectent leur département, je me bornerai à présenter quelques développemens qui justifieront l'application et la nécessité de celles de mon administration.

Et d'abord, je dois rappeler que, dans des vues d'ordre et d'économie, le Ministre des Finances fut chargé de réunir et de rattacher à sa direction personnelle, les corps administratifs auxquels était confié le service des revenus publics; savoir : celui de la trésorerie, celui de la dette, celui des contributions directes, indirectes et des douanes, celui de l'enregistrement, des domaines et des forêts, celui des postes, celui de la monnaie et de la garantie des matières d'or et d'argent, et enfin celui du cadastre.

Cette réforme eut pour effet, en même temps qu'elle fondait une centralisation d'écritures, de réduire considérablement les dépenses. On est frappé de l'importance des réductions, surtout lorsque l'on compare la tâche actuelle de l'administration, à ses devoirs précédens, et lorsque l'on se rappelle que le travail relatif aux provinces de la Hollande, ne représente pas le tiers.

On sait que mon prédécesseur a aussi recherché avec zèle les simplifications et les économies dont les diverses parties du travail pouvaient être susceptibles, et que cet examen a encore donné lieu à des réformes et suppressions; il serait donc difficile de faire de nouveaux changemens, de réduire les cadres sans troubler la marche des opérations.

Les travaux de l'administration centrale sont classés en les divisant par ordre de natures, afin de prévenir toute variation contradictoire dans la jurisprudence suivie pour chaque nature d'affaire. Mais pour remplir ce but, il a fallu appliquer aux différentes parties, des employés capables de bien traiter les questions spéciales qui leur sont déférées, et placer un chef supérieur pour diriger, vérifier et rectifier le travail de ses subordonnés, et correspondre avec les employés dans les provinces. On conçoit qu'il est impossible que le Ministre entre dans tous ces détails.

Il ne peut que surveiller la marche générale de l'administration et se réserver

la décision des affaires les plus importantes. Ces considérations vous feront, Messieurs, reconnaître comme à moi la nécessité de conserver un administrateur pour chaque partie du service de mon Ministère. Cette mesure a d'ailleurs l'avantage d'établir plus d'unité d'exécution, d'imprimer une marche plus prompte aux affaires, et d'offrir des points d'appui au Ministre qui répond au Roi et à la Nation de tous les actes administratifs et relatifs au maniement des deniers publics.

Le Gouvernement a aussi suivi un principe dont on ne peut pas s'écarter en réglant les traitemens, c'est de payer le travail selon sa véritable valeur. Si on veut comparer les dépenses avec les budgets sous le précédent Gouvernement, en y faisant entrer tout ce qui se payait en dehors, comme gratification, lèges, et autres indemnités qui sont supprimées, on reconnaîtra qu'on a introduit des améliorations notables, et que l'économie la plus sévère a été observée toutes les fois qu'elle ne devait pas se réaliser aux dépens du service, et, par conséquent, des contribuables. On ne doit pas perdre de vue que les frais doivent toujours être établis en raison de la nécessité de la surveillance. En chargeant l'administration des contributions indirectes de la surveillance et de la perception du droit de garantie sur la marque d'or et d'argent, ainsi que de la perception des redevances sur les mines, il en résultera une diminution dans les frais de perception. Ce mode sera aussi appliqué aux rétributions établies pour vérifications des poids et mesures. Je ferai en outre remarquer que, malgré l'augmentation dans le personnel et le matériel résultant de la création de plusieurs nouveaux services, et le rétablissement de quelques dépenses qui se prélevaient autrefois sur le produit des amendes, formant ensemble un total de 907,000 florins, le budget de mon Ministère offre une diminution de près de quatre cent mille florins.

Lorsque le désir du Gouvernement, d'accord avec celui généralement exprimé de réviser le système de l'assiette des impôts, pourra se réaliser, il faut espérer que les nouvelles combinaisons procureront le double avantage d'y trouver des ressources suffisantes pour le trésor, et de diminuer encore les rouages nombreux du mécanisme intérieur et extérieur des administrations financières ; à cet égard, je crois avoir rempli mon devoir.

Tous les documens qui peuvent éclairer la commission chargée de ce travail important ont été rassemblés et livrés à ses méditations. Mais une question aussi difficile se lie trop étroitement à la situation générale du pays, pour qu'elle n'exige pas quelque temps encore l'étude et la discussion de la commission et du Gouvernement, avant de pouvoir être résolue de manière à répondre à tous les intérêts qu'elle embrasse.

Il ne suffit pas en effet d'avoir aperçu les imperfections des lois anciennes pour en proposer la réforme immédiate, il faut encore que les ressources que les nouvelles lois promettent, soient en rapport avec les charges de l'État. Il importe également de ménager pendant quelque temps les habitudes que les anciennes lois ont créées, les droits qu'elles ont établis, les intérêts qu'elles ont fondés et même les opinions qu'elles ont accréditées, avant d'y substituer les nouvelles règles qui ne s'appuieraient pas sur l'assentiment des redevables.

J'ose donc espérer que vous approuverez la réserve que je crois devoir encore observer sur les changemens à apporter au système actuel des impôts. Néanmoins, il m'est permis de vous annoncer de nouvelles lois sur les distilleries et sur le sel. Il sera aussi soumis une loi relative à la fabrication des monnaies. On a apporté dans la réorganisation projetée du personnel de cette administration, toutes les économies compatibles avec le bien du service.

Il sera satisfait au désir exprimé d'établir un service rural des postes. Ce travail, dont on s'occupe activement, ainsi que de la loi qui doit le précéder, sera livré à vos méditations.

Pour faciliter la révision de la liste des pensions, j'ai joint au budget un état récapitulatif du nombre, du montant et de la moyenne de toutes les pensions, ainsi que des états présentant par catégorie le montant de chaque pension. Il résulte de ce travail que le nombre des pensions est de 7764 et la moyenne de f 122.

Ce 30 novembre 1831.

Le Ministre des Finances,

J.-A. COHEN.

Leopold,

Roi des Belges,

À tous présents et à venir, Salut.

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter, en Notre nom, à la Chambre des Représentans, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE 1^{er}.

Des crédits sont ouverts jusqu'à la concurrence de cinquante-trois millions cinquante-cinq mille six florins quatre-vingt-dix-neuf cents, pour les dépenses et services ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1832, applicables, savoir :

| | |
|--|--------------|
| A la dette publique, quarante-cinq millions deux cent trente-neuf mille quatre cent deux florins, ci. | 45,239,402 » |
| Aux dotations, deux cent vingt-quatre mille deux cent vingt-six florins vingt cents. | 224,226 20 |
| Au département de la justice, un million cinquante-huit mille sept cent quatre-vingt-six florins quatre-vingt-quinze cents. . . | 1,058,786 95 |
| Au département des affaires étrangères, trois cent onze mille cinq cents florins. . | 311,500 » |
| Au département de la marine, deux cent quatorze mille huit cent cinquante-cinq florins | 214,855 » |
| Au département des finances, cinq millions quatre cent quatre-vingt-dix mille quatre cent trente et un florins quatre-vingt-quatre cents | 5,490,431 84 |
| Aux remboursemens, restitutions et non valeurs, cinq cent quinze mille huit cent cinq florins. | 515,805 » |

Total égal f 53,055,006 99

ARTICLE 2.

Ces crédits seront subdivisés conformément à l'état annexé à la présente loi.

Bruxelles, le 30 novembre 1831.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

J.-A. COGHEN.

BUDGET

Des Dépenses et Services

DE

*La Dette publique; des Dotations; des Départemens de la Justice,
des Affaires Étrangères, de la Marine et des Finances; et des
Remboursemens, Restitutions et non-valeurs,*

POUR L'EXERCICE 1832.



| CHAPITRES LÉGISLATIFS. | DÉSIGNATION DES DÉPENSES ET SERVICES. | CRÉDITS DEMANDÉS POUR L'EXERCICE 1832. | | |
|---------------------------|---|--|------------------------------|------------|
| | | SERVICES ORDINAIRES. | SERVICES EXTRAORDINAIRES. | TOTAL. |
| | PREMIÈRE PARTIE. | | | |
| | DETTE PUBLIQUE. | | | |
| 1 | Intérêts de la dette active à transférer du grand-livre d'Amsterdam, en exécution des 24 articles de la Conférence de Londres (art. 13) | " " | 8400000 " | 8400000 " |
| 2 | Arrérages desdits intérêts, du 1 ^{er} novembre 1830 au 1 ^{er} janvier 1832, à payer par tiers au 1 ^{er} janvier, 1 ^{er} avril et 1 ^{er} juillet 1832, (art. 14) 9800000 D'où il faut déduire les intérêts soldés du livre auxiliaire de Bruxelles pour 1831 289120 } Reste. | " " | 9510880 " | 9510880 " |
| 3 | Intérêts de ces deux derniers tiers, calculés à 5 0/0 l'an, l'un pour 3 mois, l'autre pour 6 mois, à partir du 1 ^{er} janvier 1832 (art. 14) | " " | 118886 " | 118886 " |
| 4 | Remboursement de l'emprunt de 12000000 (décret du 8 avril 1831, art. 2), ci, recettes effectives | " " | 11600000 " | 11600000 " |
| 5 | Intérêt dudit emprunt à 5 0/0, du 1 ^{er} juillet 1831 au 1 ^{er} janvier 1833, 18 mois (décret du 8 avril 1831, art. 9) | " " | 870000 " | 870000 " |
| 6 | Remboursement par admission des obligations de l'emprunt du 21 octobre 1831, en paiement d'impôts (loi du 21 octobre 1831, art. 16) | " " | 10000000 " | 10000000 " |
| 7 | Intérêts d'un emprunt à faire | 2400000 " | " " | 2400000 " |
| 8 | Dotations de l'amortissement de cet emprunt | 480000 " | " " | 480000 " |
| 9 | Intérêts des cautionnements | 120000 " | " " | 120000 " |
| 10 | Remboursement de consignations | " " | 100000 " | 100000 " |
| 11 | Intérêts de la dette viagère | " " | 6000 " | 6000 " |
| | Pensions ecclésiastiques 596233 — civiles 166476 | | | |
| 12 | — nationales { aux veuves et blessés (viagères) . . . 86300 } 97433 { aux orphelins (annuelles) . 11133 } — militaires 553835 — de toutes natures à liquider dans le courant de l'année 26023 | 1440000 " | " " | 1440000 " |
| 13 | Traitemens d'attente. { Complément du crédit alloué pour 1831 35000 } { Allocation nécessaire pour 1832 65000 } | " " | 100000 " | 100000 " |
| 14 | Subvention à la caisse de retraite | " " | 93636 " | 93636 " |
| | | 4440000 " | 40799402 " | 45239402 " |

| CHAPITRES LÉGISLATIFS. | DÉSIGNATION DES DEPENSES ET SERVICES. | CRÉDITS DEMANDÉS POUR L'EXERCICE 1832. | | |
|---|---|--|-----------------------------|-------------------|
| | | SERVICES ORDINAIRES. | SERVICES EXTRAORDINAIRES | TOTAL. |
| DEUXIÈME PARTIE. | | | | |
| DOTATIONS. | | | | |
| 1 | Liste civile du Roi | Mémoire. | » » | » » |
| 2 | Sénat | 10000 » | » » | 10000 » |
| 3 | Chambre des Représentans | 159026 20 | » » | 159026 20 |
| 4 | Cour des Comptes | 55200 » | » » | 55200 » |
| | TOTAL. | 224226 20 | » » | 224226 20 |
| TROISIÈME PARTIE. | | | | |
| SERVICES GÉNÉRAUX. | | | | |
| MINISTÈRE DE LA JUSTICE. | | | | |
| 1 | Administration centrale { Personnel 22650 » Matériel 2600 » } | 25250 » | » » | 25250 » |
| 2 | Ordre judiciaire . . { Personnel 710131 20 Matériel 7075 » } | 717206 20 | » » | 717206 20 |
| 3 | Frais d'instruction | 220000 » | » » | 220000 » |
| 4 | Constructions et réparations | 10000 » | » » | 10000 » |
| 5 | Justice militaire . . { Personnel 53000 » Matériel 5000 » } | 58000 » | » » | 58000 » |
| 6 | Dépenses ignorées et imprévues | 6000 » | » » | 6000 » |
| 7 | Bulletin Officiel . . { Personnel 2800 » Matériel 19530 75 } | 22330 75 | » » | 22330 75 |
| | TOTAL. | 1058786 95 | » » | 1058786 95 |
| MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. | | | | |
| 1 | Administration centrale. — Personnel | 28600 » | » » | 28600 » |
| 2 | Id. id. — Matériel | 8400 » | » » | 8400 » |
| 3 | Traitemens des agens du service extérieur. | 175500 » | » » | 175500 » |
| 4 | Traitemens éventuels des agens en inactivité | 4000 » | » » | 4000 » |
| 5 | Frais de voyage des agens du service extérieur et frais de courriers | 30000 » | » » | 30000 » |
| 6 | Frais à rembourser aux agens du service extérieur | 15000 » | » » | 15000 » |
| 7 | Missions extraordinaires, commissions de liquidation et de démarcation, et dépenses imprévues | » » | 50000 » | 50000 » |
| | TOTAL. | 261500 » | 50000 » | 311500 » |

Notes

ET

DÉVELOPPEMENS.



DETTE PUBLIQUE.

Intérêts de la Dette à inscrire au Grand-Livre de la Belgique.

1 La somme de f8,400,000, quoique devant être payée annuellement, figure cette fois dans les charges extraordinaires, parce qu'il doit y être pourvu par des ressources également extraordinaires.

Arrérages desdits Intérêts.

2 L'art. 14 du traité de séparation porte que la Hollande a fait exclusivement, depuis le 1^{er} novembre 1830, les avances nécessaires au service de la totalité des dettes publiques du royaume des Pays-Bas, et qu'elle doit le faire encore pour le semestre échéant au 1^{er} janvier 1832.

Cette assertion n'est pas exacte. Les intérêts de la dette inscrite au livre auxiliaire de Bruxelles, ont été soldés en vertu d'un arrêté du Gouvernement provisoire, du 11 janvier 1831. Le second semestre de 1830 a été payé avec des fonds du syndicat déposés à la banque, et cette somme entrera dans la liquidation de cette administration; mais le premier semestre de 1831 l'a été, et le second le sera avec les fonds du trésor Belge. Il convient donc de déduire le montant de ces deux semestres des arrérages des f8,400,000.

Intérêts des Cautionnemens.

9 Cet article se trouve majoré comparativement à l'allocation demandée pour 1831, parce que les fonctionnaires comptables nouvellement nommés sont tenus de verser, sans délai, le montant de leur cautionnement.

Remboursement de Consignations.

| | |
|--|------------------|
| 10 Les fonds déposés à la caisse des consignations au | |
| 1 ^{er} octobre 1830, s'élevaient à | f 425,245 88 172 |
| Ceux consignés depuis s'élèvent à | 28,394 92 |
| | <hr/> |
| Total. | 453,640 00 172 |
| Les remboursemens effectués jusqu'à ce jour, s'élèvent à | f 144,574 07 172 |
| | <hr/> |
| Reste en caisse. | 309,065 93 |

Il est à remarquer qu'à Maestricht, il existe un registre des consignations qui est resté déposé entre les mains de l'agent du domaine qui n'a pas quitté cette ville, et sur lequel il pourrait y avoir des sommes appartenantes à des citoyens Belges.

On porte f 100,000; mais aux termes de l'article 23 du traité de séparation entre la Belgique et la Hollande, le montant des dépôts judiciaires et des consignations sera restitué par la Hollande.

L'allocation ci-contre ne doit donc être considérée que comme avance.

Pensions.

12 L'évaluation des pensions est diminuée de soixante mille florins, par suite de la réduction du territoire. Des états détaillés présentant le montant de toutes les pensions et leur moyenne, sont joints au budget.

Traitemens d'Attente.

13 Comme il n'a été accordé pour l'exercice de 1831 que trente mille florins à valoir sur l'allocation demandée, on a dû reporter le complément de cette allocation, ainsi que la somme nécessaire pour 1832, jusqu'à ce qu'une disposition légale ait statué sur le sort des titulaires.

Le Gouvernement précédent a, par motif d'économie, apporté plusieurs changemens au système d'administration qui avait été établi en 1814 et les années subséquentes.

Ces changemens ou modifications ont donné lieu à des suppressions de fonctions, et même d'administrations. Les fonctionnaires et employés que ces suppressions atteignaient n'ayant pas démerité, et leurs services pouvant encore être utiles à l'État, tant en raison de leur âge que de leurs connaissances dans l'une ou l'autre branche d'administration, le Gouvernement au lieu de les pensionner, les tenait en disponibilité, et leur accordait par disposition spéciale, une indemnité de traitement sous le nom de *traitement d'attente* ou de *non activité* (*wachtgeld*). La dénomination indique assez positivement l'intention de nommer ces fonctionnaires à de nouvelles places, lorsque l'occasion s'en présenterait.

Par l'art. 17 de l'arrêté réglementaire du 14 septembre 1814, concernant les pensions à accorder aux anciens fonctionnaires et employés hors d'état de service, ou dont les fonctions venaient à cesser par suppression ou autrement, le Roi s'était réservé de donner des marques de sa bienveillance à ceux qu'il en jugerait dignes, soit pour services éminens rendus à l'État, soit pour d'autres causes.

Les gratifications accordées en pareil cas se donnaient sous le nom de supplément (*toelage*), et la jouissance en était cumulée avec celle de la pension.

Il était accordé aussi des gratifications sous le nom de *toelage* à des fonctionnaires ou employés dont le traitement était jugé trop faible en raison du travail qui leur était imposé, et particulièrement à ceux dont les emplois primitifs ayant été supprimés, avaient été nommés à des places dont le traitement se trouvait inférieur à celui dont ils avaient joui antérieurement; tels sont, par exemple, plusieurs anciens receveurs généraux et particuliers, dont les premiers, lors de la suppression de ces places, ont été nommés administrateurs du

trésor, et les autres, privés de tout emploi du Gouvernement, ont accepté la place d'agent de la société générale pour favoriser l'industrie.

Dans leurs fonctions respectives, leur travail et leur responsabilité restaient en quelque sorte les mêmes, tandis que leur traitement était considérablement diminué, et comme les uns et les autres avaient droit à une place équivalente à celle supprimée ou à la pension, ou à un traitement d'attente, il y avait économie pour le trésor à leur accorder un supplément de traitement.

Enfin le Gouvernement précédent a accordé une autre espèce encore de gratification, sous le nom de secours annuel (*jaarlijksch onderstand*).

Cette gratification-pension annuelle était accordée à des fonctionnaires ou employés, à leurs veuves ou enfans, ou à tout autre personne qui, n'ayant pas droit à la pension, avaient cependant des titres à faire valoir, soit pour services rendus, soit pour tout autre cause, et que le Gouvernement jugeait dignes d'être pris en considération.

Il est à remarquer que les traitemens de non activité ou d'attente (*wachtgeld*), les traitemens ou pensions supplémentaires (*toelage*) et les secours ou gratifications annuelles (*jaarlijksch onderstand*), se payaient sous le Gouvernement précédent, sur les fonds du syndicat d'amortissement et par les soins du Ministre des Finances, qui réunissait dans ses bureaux tous les documens relatifs aux traitemens ou gratifications de l'espèce, et était chargé de veiller à l'exécution des dispositions émanées de l'autorité supérieure à cet égard. Ces dispositions n'ayant été rapportées jusqu'ici par aucun acte du Gouvernement de la Belgique, elles sont demeurées en pleine vigueur en ce qui concerne les ayant-droit. L'arrêté du 27 décembre 1850, relatif à la révision des pensions, gratifications annuelles, etc., n'a reçu aucune exécution; la demande faite au Congrès National de nommer dans son sein une commission qui fût chargée de cette révision, et dont il est fait mention au procès verbal des séances du mois de juin, n'a eu aucun résultat, de manière que les droits demeurent acquis jusqu'ici aux intéressés, et qu'ils réclament avec instance le paiement de ce qui leur est dû pour les termes échus.

D'un autre côté, l'un des articles du traité de paix définitif assure aux ayant-droit la continuation de la jouissance de ces traitemens ou gratifications, accordés sous le Gouvernement précédent; il appartient donc à la Chambre des Représentans de décider s'il y a lieu ou non de donner suite à l'arrêté du 27 décembre précité.

Caisse de Retraite.

14 L'arrêté qui constitue la caisse de retraite lui accordait 1° un subside annuel de f 30,000; 2° 25 p 0/0 sur les produits des amendes en matière d'impôts indirects. On a pensé que la Constitution n'autorisait plus ce prélèvement sur les amendes, et, en conséquence, ce produit est versé au trésor comme recette publique. On peut en évaluer le montant à f 50,000.

La pénurie de la caisse de retraite doit en outre être attribuée :

1° Au défaut du capital fondé pour satisfaire aux exigences ;

2° Aux changemens et réformes opérés dans les diverses administrations dépendant du Ministère des Finances, et qui ont mis dans la nécessité de hâter le moment de la retraite pour les uns, et d'accroître pour les autres la quotité des indemnités par des mesures exceptionnelles ;

3° A l'imprévoyance dans la quotité des retenues qui a été fixée dans une proportion inférieure aux besoins présens et à venir.

Il est donc évident que la position fâcheuse dans laquelle se trouve aujourd'hui la caisse de retraite, est le résultat des bases sur lesquelles le précédent Gouvernement l'a fondée, et des charges que des circonstances extraordinaires lui ont imposées.

L'administration a imposé à tous les employés un nouveau sacrifice en élevant à 5 p 100 la retenue sur les traitemens, jusques y compris 600 florins, et ceux inférieurs à 5 p 100.

On doit reconnaître que cette retenue a atteint son *maximum*, et que si elle était portée à un taux plus élevé, elle agirait comme réduction de traitement, exercerait une influence défavorable sur le service, et pourrait être plus préjudiciable qu'avantageuse à l'État.

On fait remarquer aussi que les agens de l'administration, qui n'ont pas cessé de contribuer par des retenues aux revenus de la caisse de retraite, et qui, par leurs utiles travaux, acquièrent chaque jour de nouveaux titres à la pension, doivent être d'autant moins victimes de la détresse de cette caisse, que le déficit n'est pas leur ouvrage ; qu'ils ont dû se soumettre aux événemens et aux mesures qui l'ont produit, et placer tous leurs droits sous la garantie et la juste protection de l'autorité supérieure.

Pourraient-ils craindre en effet qu'on leur opposât cette détresse elle-même pour leur refuser des secours devenus indispensables, et qui ne seraient que la restitution de leurs sacrifices annuels, lorsque le Gouvernement accorde des pensions à tous les autres fonctionnaires, quoique leur traitement ne subisse aucune retenue.

Le taux des retraites qui sont accordées sur le montant du traitement est fixé comme suit :

« Art. 78 du Règlement.

A. Pour un employé qui aura atteint l'âge de cinquante-cinq ans ou de soixante ans, suivant que cela est requis par le règlement, et qui aura trente années et plus de service, la pension est fixée à la moitié de son traitement, et en sus à autant de fois un quarantième dudit traitement que le nombre de ses années excèdera celui de trente.

B. Pour un employé qui a plus de dix, mais moins de trente ans de service,

la pension est fixée à un sixième de son traitement, augmentée d'autant de fois un soixantième du même traitement, que le nombre de ses années de service excèdera celui de dix.

C. Pour un employé d'un âge moins avancé ou ayant un moindre nombre d'années de service, mais qui, par suite de l'exercice de ses fonctions, se trouve hors d'état de servir plus long-temps, la pension est fixée à la moitié de son traitement; pourra néanmoins cette pension, soit par des circonstances extrêmement favorables, soit dans le cas où il aurait été donné des preuves d'une bravoure, d'une fidélité et d'un zèle extraordinaires, être portée jusqu'aux deux tiers du traitement.

Art. 81.

La pension, dans aucun cas, ne pourra surpasser les quatre cinquièmes de son traitement.

La pension d'une veuve qui aura été mariée avec lui pendant plus de huit ans, est fixée aux $\frac{3}{4}$ de la somme qui avait été accordée au défunt, à titre de pension, ou à laquelle ce dernier était en droit de prétendre, au cas où il eût été pensionné.

Pour la veuve d'un employé qui aura été mariée avec lui huit ans ou moins, mais plus de trois ans, la pension est fixée à la moitié de la somme qui avait été accordée au défunt à titre de pension, ou à laquelle ce dernier avait droit de prétendre au cas où il eût été pensionné.

Art. 8.

Le montant de la pension de tous les enfants d'un employé décédé, sera toujours et dans tous les cas, soit qu'ils en obtiennent immédiatement la jouissance réelle et effective, soit qu'elle ne parvienne qu'après la mort de la veuve de leur père, égal à la moitié de la pension dont a joui leur père défunt, ou à laquelle il aurait pu prétendre, au cas qu'il eût été pensionné. »

Voici le nombre et la moyenne des pensions existantes au 1^{er} janvier 1892.

| TAUX DES PENSIONS. | NOMBRE des PENSIONS. | MONTANT DES PENSIONS. | MOYENNE DES PENSIONS. | OBSERVATIONS. |
|-----------------------|----------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------|
| De 1 à 199 | 670 | 74580 25 | 124 30 | |
| » 200 à 299 | 163 | 39434 62 | 246 46 | |
| » 300 à 499 | 123 | 44787 » | 373 22 | |
| » 500 à 999 | 56 | 36667 » | 733 34 | |
| » 1000 à 1999 | 27 | 36324 » | 1816 20 | |
| » 2000 à 2999 | 10 | 23484 » | 2348 » | |
| » 3000 à 3999 | 2 | 6375 » | 3187 50 | |
| TOTAL. | 1051 | 261651 87 | 248 95 | |

Il suffit d'exposer ces résultats pour démontrer combien les pensionnaires de l'administration des finances sont dignes de bienveillance et d'intérêt.

*Aperçu des Ressources ordinaires et des Charges
de l'année 1832.*

| | |
|---|--------------|
| 1 ^o Produits de 5 p 100 sur appointemens | f 111,874 25 |
| 2 ^o Produits de 3 p 100 sur — | 56,140 67 |
| | 168,014 92 |
| Le montant des charges que la caisse de retraite devra sup- porter, est de | |
| | 261,651 87 |
| Les charges opposées aux ressources conduisent à prévoir un déficit pour 1832 de | |
| | 93,636 95 |

Pour couvrir ce déficit, il conviendrait de mettre à la disposition de la caisse la moitié du produit des amendes de l'enregistrement et des forêts, et des accises et des douanes, et de la garantie.

Ce moyen porterait les agens de ces administrations à surveiller avec plus d'activité les délits et les contraventions. Ce serait un nouvel encouragement pour la recherche des droits dus au trésor, et pour la poursuite de leur rentrée.

On parviendrait ainsi à suppléer à l'insuffisance des fonds de retraite, en obtenant du Gouvernement des subsides qui, prélevés sur l'élévation même de ces revenus et sur l'accroissement qu'ils recevraient du zèle des préposés, n'aggraverait par les charges de l'État.

Dotations.

- 1 Comme au budget de 1831, la liste civile ne figure que pour mémoire.
Cette lacune sera remplie par une loi spéciale, conformément à l'art. 77 de la Constitution.
- 2 *Sénat.* — Le chiffre de f 10,000 a été porté au budget, en conformité de la lettre de MM. les Questeurs du 21 novembre 1831.
- 3 Le chiffre de 159,026 20 n'a été également porté que sur les informations de MM. les Questeurs de la Chambre.
- 4 L'état des dépenses présumées de la Cour des comptes, est joint au budget.

RÉCAPITULATION

*Du nombre, du montant et de la moyenne de toutes les Pensions
à charge de l'État.*

| INDICATION DE LA CATÉGORIE DES PENSIONS. | NOMBRE DES PENSIONS. | MONTANT DES PENSIONS de chaque CATÉGORIE. | MOYENNE. | OBSERVATIONS. | |
|--|----------------------------|--|----------|---|---|
| <div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg); font-weight: bold; margin-right: 5px;">MILITAIRES.</div> <div style="flex-grow: 1;"> <p>Civiles 536</p> <p>Militaires 4569</p> <p> Veuves de Militaires 91</p> <p> Indes 40</p> <p> Marine. 31</p> <p> Livre Auxiliaire. 205</p> </div> </div> | | 156476 | 292 | <p>La moyenne de toutes les pensions s'élève à Fl. 122.</p> | |
| <div style="display: flex; align-items: center;"> <div style="writing-mode: vertical-rl; transform: rotate(180deg); font-weight: bold; margin-right: 5px;">ECCLESIASTIQUES.</div> <div style="flex-grow: 1;"> <p> Ecclésiastiques 195</p> <p> Id. tiercées 2096</p> <p> et Gratifications 356940</p> </div> </div> | | 56233 | 288 | | <p>La somme de Fl. 540000 a été fixée par arrêté royal, pour être répartie entre ces pensionnaires.</p> |
| <p>Pensions de toutes natures à liquider »</p> | » | 26023 | | | |
| <p>Pensions accordées à des blessés, veuves et orphelins, par arrêté du Gouvernement Provisoire, du 6 Novembre 1830 »</p> | » | 97433 | | | |
| <p>Pension de M. le Régent. 1</p> | 1 | 10000 | | | |
| <p style="text-align: right;">SOMME A PORTER AU BUDGET .</p> | 7,764 | 1,440,000 | | | |

TRESORERIE
GÉNÉRALE.

3^{me} Division.

BUDGET.

EXERCICE 1832.

RELEVÉ

DU

NOMBRE, DU MONTANT ET DE LA MOYENNE

DES

PENSIONS CIVILES.

PENSIONS

ÉTAT indiquant le nombre et le montant des Pensions Civiles à inscrire au Grand Livre de l'Etat, en date du 27 Décembre 18...

| NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. | NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. | NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. |
|---------------------------|----------------------------------|---------------|---------------------------|----------------------------------|----------------|---------------------------|----------------------------------|-------------|
| 1 | 12 | 12 | Report 179 | | Rep. f 6633 | Report 300 | | Rep. f 17 |
| 2 | 14 | 28 | 3 | 71 | 213 | 1 | 125 | |
| 4 | 17 | 68 | 1 | 72 | 72 | 1 | 126 | |
| 6 | 20 | 120 | 1 | 73 | 73 | 2 | 129 | |
| 6 | 21 | 126 | 6 | 74 | 444 | 1 | 130 | |
| 5 | 22 | 110 | 35 | 75 | 2625 | 1 | 132 | |
| 1 | 23 | 23 | 1 | 76 | 76 | 1 | 133 | |
| 4 | 24 | 96 | 1 | 77 | 77 | 1 | 138 | |
| 35 | 25 | 875 | 2 | 78 | 156 | 1 | 143 | |
| 20 | 29 | 580 | 3 | 80 | 240 | 2 | 148 | |
| 6 | 30 | 180 | 2 | 82 | 164 | 1 | 149 | |
| 2 | 32 | 64 | 3 | 84 | 252 | 5 | 150 | |
| 14 | 33 | 462 | 2 | 85 | 170 | 2 | 151 | |
| 2 | 34 | 68 | 3 | 86 | 258 | 1 | 156 | |
| 1 | 35 | 35 | 1 | 87 | 87 | 1 | 157 | |
| 1 | 38 | 38 | 1 | 89 | 89 | 2 | 158 | |
| 4 | 40 | 160 | 1 | 91 | 91 | 1 | 159 | |
| 9 | 43 | 387 | 1 | 92 | 92 | 2 | 160 | |
| 1 | 47 | 47 | 3 | 93 | 279 | 1 | 164 | |
| 5 | 49 | 245 | 1 | 94 | 94 | 1 | 167 | |
| 10 | 50 | 500 | 1 | 95 | 95 | 1 | 168 | |
| 1 | 51 | 51 | 3 | 96 | 288 | 1 | 170 | |
| 5 | 52 | 260 | 2 | 97 | 194 | 3 | 171 | |
| 1 | 53 | 53 | 1 | 98 | 98 | 1 | 175 | |
| 1 | 54 | 54 | 11 | 99 | 1089 | 2 | 176 | |
| 1 | 55 | 55 | 11 | 100 | 1100 | 1 | 177 | |
| 1 | 56 | 56 | 3 | 103 | 309 | 2 | 179 | |
| 5 | 57 | 285 | 1 | 104 | 104 | 2 | 180 | |
| 1 | 58 | 58 | 3 | 105 | 315 | 1 | 181 | |
| 2 | 59 | 118 | 1 | 107 | 107 | 1 | 188 | |
| 4 | 60 | 240 | 1 | 110 | 110 | 4 | 189 | |
| 3 | 62 | 186 | 1 | 111 | 111 | 12 | 200 | 2 |
| 3 | 63 | 189 | 2 | 113 | 226 | 1 | 202 | |
| 2 | 64 | 128 | 1 | 114 | 114 | 2 | 203 | |
| 2 | 65 | 130 | 1 | 117 | 117 | 1 | 204 | |
| 3 | 66 | 198 | 1 | 118 | 118 | 1 | 205 | |
| 2 | 69 | 138 | 1 | 119 | 119 | 1 | 206 | |
| 3 | 70 | 210 | 5 | 123 | 615 | 2 | 207 | |
| A rep. 179 | | A rep. f 6633 | A rep. 300 | | A rep. f 17414 | A rep. 367 | | A rep. f 28 |

AVILES.

re, après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité Central du Gouver-
 art. 139, n° 9, de la Constitution.

| NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. | NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. | NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. |
|---------------------------|----------------------------------|---------------|---------------------------|----------------------------------|---------------|---------------------------|----------------------------------|--------------|
| art 367 | | Rep. f28970 | Report 427 | | Rep. f 47342 | Report 481 | | Rep. f 77761 |
| 1 | 209 | 209 | 1 | 419 | 419 | 1 | 780 | 780 |
| 1 | 215 | 215 | 3 | 429 | 1287 | 1 | 786 | 786 |
| 1 | 218 | 218 | 1 | 442 | 442 | 2 | 800 | 1600 |
| 1 | 219 | 219 | 2 | 443 | 886 | 1 | 803 | 803 |
| 2 | 229 | 458 | 1 | 446 | 446 | 1 | 825 | 825 |
| 3 | 240 | 720 | 2 | 450 | 900 | 1 | 882 | 882 |
| 1 | 246 | 246 | 1 | 472 | 472 | 1 | 887 | 887 |
| 5 | 250 | 1250 | 1 | 483 | 483 | 1 | 890 | 890 |
| 1 | 252 | 252 | 2 | 493 | 986 | 1 | 900 | 900 |
| 1 | 254 | 254 | 1 | 496 | 496 | 1 | 930 | 930 |
| 1 | 256 | 256 | 7 | 500 | 3500 | 1 | 965 | 965 |
| 1 | 257 | 257 | 1 | 502 | 502 | 1 | 966 | 966 |
| 1 | 265 | 265 | 1 | 529 | 529 | 1 | 995 | 995 |
| 1 | 266 | 266 | 1 | 535 | 535 | 6 | 1000 | 6000 |
| 2 | 268 | 536 | 1 | 550 | 550 | 1 | 1041 | 1041 |
| 1 | 271 | 271 | 1 | 556 | 556 | 1 | 1100 | 1100 |
| 2 | 275 | 550 | 1 | 560 | 560 | 3 | 1200 | 3600 |
| 1 | 279 | 279 | 1 | 567 | 567 | 3 | 1323 | 3969 |
| 1 | 280 | 280 | 1 | 571 | 571 | 2 | 1339 | 2678 |
| 1 | 285 | 285 | 1 | 587 | 587 | 1 | 1378 | 1378 |
| 1 | 300 | 300 | 1 | 589 | 589 | 12 | 1500 | 18000 |
| 1 | 302 | 302 | 3 | 591 | 1773 | 1 | 1575 | 1575 |
| 2 | 308 | 616 | 3 | 600 | 1800 | 2 | 1800 | 3600 |
| 1 | 310 | 310 | 1 | 620 | 620 | 1 | 1829 | 1829 |
| 3 | 320 | 960 | 1 | 621 | 621 | 1 | 2000 | 2000 |
| 1 | 325 | 325 | 1 | 630 | 630 | 1 | 2200 | 2200 |
| 1 | 334 | 334 | 1 | 637 | 637 | 2 | 2362 | 4724 |
| 1 | 342 | 342 | 1 | 647 | 647 | 1 | 2835 | 2835 |
| 2 | 346 | 692 | 2 | 660 | 1320 | 1 | 2977 | 2977 |
| 1 | 348 | 348 | 1 | 682 | 682 | 1 | 3000 | 3000 |
| 1 | 349 | 349 | 1 | 689 | 689 | 1 | 4000 | 4000 |
| 3 | 350 | 1050 | 2 | 700 | 1400 | | | |
| 1 | 382 | 382 | 1 | 730 | 730 | | | |
| 1 | 385 | 385 | 1 | 736 | 736 | | | |
| 1 | 386 | 386 | 1 | 748 | 748 | | | |
| 9 | 400 | 3600 | 1 | 760 | 760 | | | |
| 1 | 405 | 405 | 1 | 763 | 763 | | | |
| | | | | | | TOTAL. 536 | | Tot. f156476 |
| rep. 427 | | A rep. f47342 | A rep. 481 | | A rep. f77761 | | | |

62

PENSIONS CIVILES.

*ETAT indiquant le nombre et la moyenne des Pensions Civiles ,
à inscrire au Grand-Livre , après la révision ordonnée par
l'arrêté du Comité Central du Gouvernement Provisoire, en
date du 27 Décembre 1830, et l'art. 139, n° 9, de la Constitution.*

| TAUX des PENSIONS. | NOMBRE. | MONTANT. | MOYENNE |
|--------------------------|-------------|----------|---------|
| DES PENSIONS. | | | |
| De f 1 à 99 | 268 | 13949 | 52 |
| » 100 » 199 | 79 | 10984 | 139 |
| » 200 » 299 | 49 | 11323 | 231 |
| » 300 » 399 | 21 | 7081 | 337 |
| » 400 » 499 | 25 | 10822 | 433 |
| » 500 » 599 | 20 | 10819 | 541 |
| » 600 » 699 | 12 | 7646 | 637 |
| » 700 » 799 | 9 | 6703 | 745 |
| » 800 » 899 | 7 | 5887 | 847 |
| » 900 » 999 | 5 | 4756 | 951 |
| » 1000 » 1099 | 7 | 7041 | 1006 |
| » 1100 » 1199 | 1 | 1100 | 1100 |
| » 1200 » 1299 | 3 | 3600 | 1200 |
| » 1300 » 1399 | 6 | 8025 | 1337 |
| » 1500 » 1599 | 13 | 19575 | 1506 |
| » 1800 » 1899 | 3 | 5429 | 1810 |
| » 2000 » 2099 | 1 | 2000 | 2000 |
| » 2200 » 2299 | 1 | 2200 | 2200 |
| » 2300 » 2399 | 2 | 4724 | 2362 |
| » 2800 » 2899 | 1 | 2835 | 2835 |
| » 2900 » 2999 | 1 | 2977 | 2977 |
| » 3000 » 3099 | 1 | 3000 | 3000 |
| » 4000 » 4099 | 1 | 4000 | 4000 |
| TOTAUX. | BREVETS 536 | f 156476 | |

TRESORERIE
GENERALE.

3^{me} Division.

BUDGET.

EXERCICE 1832.

RELEVÉ

DU

NOMBRE, DU MONTANT ET DE LA MOYENNE

DES

PENSIONS MILITAIRES.

PENSIONS

*ÉTAT indiquant le nombre et le montant des Pensions Militaires
du Comité Central du Gouvernement Provisoire, en 1927*

| NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. | NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. | NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. |
|---------------------------|----------------------------------|-----------------|---------------------------|----------------------------------|-----------------|---------------------------|----------------------------------|------------|
| | | | Report 2002 | | Rep. f 118884 | Report 3679 | | Rep. f 27 |
| 1 | 12 | 12 | | | | | | |
| 6 | 19 | 114 | 5 | 78 | 390 | 9 | 118 | |
| 1 | 22 | 22 | 3 | 79 | 237 | 7 | 119 | |
| 1 | 29 | 29 | 22 | 80 | 1760 | 57 | 120 | |
| 1 | 33 | 33 | 16 | 81 | 1296 | 4 | 121 | |
| 1 | 34 | 34 | 21 | 82 | 1722 | 2 | 123 | |
| 3 | 43 | 129 | 11 | 83 | 913 | 3 | 124 | |
| 127 | 45 | 5715 | 59 | 84 | 4956 | 1 | 125 | |
| 19 | 46 | 874 | 12 | 85 | 1020 | 3 | 126 | |
| 74 | 47 | 3478 | 37 | 86 | 3182 | 2 | 127 | |
| 2 | 48 | 96 | 15 | 87 | 1305 | 2 | 128 | |
| 744 | 49 | 36456 | 14 | 88 | 1232 | 6 | 129 | |
| 22 | 50 | 1100 | 15 | 89 | 1335 | 77 | 130 | 1 |
| 3 | 51 | 153 | 306 | 90 | 27540 | 5 | 132 | |
| 6 | 52 | 312 | 621 | 91 | 56511 | 3 | 133 | |
| 4 | 53 | 212 | 6 | 92 | 552 | 2 | 134 | |
| 5 | 54 | 270 | 5 | 93 | 465 | 8 | 135 | |
| 9 | 55 | 495 | 38 | 94 | 3572 | 380 | 136 | 5 |
| 4 | 56 | 224 | 3 | 95 | 285 | 1 | 137 | |
| 45 | 57 | 2565 | 1 | 96 | 96 | 1 | 138 | |
| 3 | 58 | 174 | 3 | 97 | 291 | 1 | 139 | |
| 5 | 59 | 295 | 4 | 98 | 392 | 2 | 140 | |
| 5 | 60 | 309 | 176 | 99 | 17424 | 1 | 143 | |
| 2 | 61 | 122 | 67 | 100 | 6700 | 7 | 144 | |
| 5 | 62 | 310 | 3 | 101 | 303 | 1 | 147 | |
| 17 | 63 | 1071 | 5 | 103 | 515 | 6 | 148 | |
| 5 | 64 | 320 | 9 | 104 | 936 | 35 | 150 | |
| 27 | 65 | 1755 | 2 | 105 | 210 | 1 | 151 | |
| 100 | 66 | 6600 | 1 | 106 | 106 | 1 | 155 | |
| 2 | 67 | 134 | 5 | 107 | 535 | 1 | 156 | |
| 8 | 68 | 544 | 20 | 108 | 2160 | 1 | 162 | |
| 3 | 69 | 207 | 4 | 109 | 436 | 1 | 163 | |
| 2 | 70 | 140 | 5 | 110 | 550 | 1 | 166 | |
| 61 | 71 | 4331 | 11 | 111 | 1221 | 2 | 168 | |
| 3 | 72 | 216 | 126 | 112 | 14112 | 1 | 169 | |
| 9 | 73 | 657 | 5 | 113 | 565 | 1 | 170 | |
| 653 | 74 | 48322 | 2 | 114 | 228 | 4 | 172 | |
| 5 | 75 | 375 | 5 | 115 | 575 | 5 | 175 | |
| 5 | 76 | 380 | 6 | 116 | 696 | 1 | 173 | |
| 4 | 77 | 308 | 8 | 117 | 936 | 1 | 176 | |
| A report. 2002 | | A rep. f 118884 | A report. 3679 | | A rep. f 276144 | A rep. 4326 | | A rep. f 3 |

MILITAIRES.

inscrire au Grand-Livre, après la révision ordonnée par l'arrêté
7 Décembre 1830, et l'art. 139, n° 9, de la Constitution.

| NOMBRE de PENSIONS. | | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. | NOMBRE de PENSIONS. | | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. |
|---------------------------|------|----------------------------------|--------------|---------------------------|------|----------------------------------|--------|
| Report | 4326 | | Report f | 4429 | | Report f | 391715 |
| | 1 | 177 | 177 | 1 | 372 | 372 | |
| | 4 | 180 | 720 | 1 | 380 | 380 | |
| | 1 | 183 | 183 | 1 | 392 | 392 | |
| | 1 | 184 | 184 | 9 | 391 | 3546 | |
| | 1 | 190 | 190 | 27 | 400 | 10800 | |
| | 1 | 194 | 194 | 2 | 437 | 874 | |
| | 7 | 195 | 1365 | 1 | 445 | 445 | |
| | 1 | 197 | 197 | 1 | 475 | 475 | |
| | 10 | 200 | 2000 | 3 | 480 | 1440 | |
| | 1 | 210 | 210 | 2 | 500 | 1000 | |
| | 1 | 216 | 216 | 1 | 513 | 513 | |
| | 1 | 222 | 222 | 1 | 518 | 518 | |
| | 3 | 225 | 675 | 1 | 520 | 520 | |
| | 2 | 230 | 460 | 1 | 580 | 580 | |
| | 1 | 257 | 257 | 1 | 587 | 587 | |
| | 1 | 220 | 220 | 1 | 591 | 591 | |
| | 1 | 240 | 240 | 1 | 594 | 594 | |
| | 1 | 243 | 243 | 6 | 600 | 3600 | |
| | 2 | 245 | 490 | 1 | 630 | 630 | |
| | 3 | 246 | 738 | 1 | 634 | 634 | |
| | 1 | 250 | 250 | 1 | 637 | 637 | |
| | 1 | 270 | 270 | 2 | 640 | 1280 | |
| | 1 | 275 | 275 | 2 | 680 | 1360 | |
| | 1 | 278 | 278 | 1 | 700 | 700 | |
| | 2 | 280 | 560 | 1 | 750 | 750 | |
| | 1 | 283 | 283 | 1 | 760 | 760 | |
| | 6 | 296 | 1776 | 1 | 769 | 769 | |
| | 10 | 300 | 3000 | 4 | 788 | 3152 | |
| | 1 | 310 | 310 | 31 | 800 | 24800 | |
| | 1 | 319 | 319 | 1 | 892 | 892 | |
| | 3 | 320 | 960 | 2 | 900 | 1800 | |
| | 1 | 324 | 324 | 1 | 925 | 925 | |
| | 2 | 329 | 658 | 1 | 930 | 930 | |
| | 1 | 333 | 333 | 8 | 1000 | 8000 | |
| | 3 | 336 | 1008 | 1 | 1020 | 1020 | |
| | 2 | 340 | 680 | 12 | 1200 | 14400 | |
| | 1 | 345 | 345 | 1 | 1478 | 1478 | |
| | 17 | 350 | 5950 | 6 | 1500 | 9000 | |
| | 4 | 360 | 1440 | | | | |
| Report | 4429 | | A reporter f | 4569 | | Total . . . f | 492859 |

PENSIONS MILITAIRES.

ÉTAT indiquant le nombre et la moyenne des Pensions Militaires, à inscrire au Grand-Livre, après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité Central du Gouvernement Provisoire, en date du 27 Décembre 1830, et l'art. 139, n° 9, de la Constitution.

| TAUX DES PENSIONS. | NOMBRE | MONTANT | MOYENNE |
|-----------------------|---------------|----------|---------|
| | DES PENSIONS. | | |
| De f 1 à f 99 | 3395 | 245360 | 72 |
| » 100 » 199 | 948 | 121385 | 128 |
| » 200 » 299 | 40 | 9643 | 241 |
| » 300 » 399 | 58 | 20017 | 345 |
| » 400 » 499 | 34 | 14034 | 413 |
| » 500 » 599 | 9 | 4903 | 545 |
| » 600 » 699 | 13 | 8141 | 626 |
| » 700 » 799 | 8 | 6131 | 766 |
| » 800 » 899 | 32 | 25692 | 803 |
| » 900 » 999 | 4 | 3655 | 914 |
| » 1000 » 1099 | 9 | 9020 | 1002 |
| » 1200 » 1299 | 12 | 14400 | 1200 |
| » 1400 » 1499 | 1 | 1478 | 1478 |
| » 1500 » 1599 | 6 | 9000 | 1500 |
| | 4569 | f 492859 | |

TRÉSORERIE
GÉNÉRALE.

3^me Division.

BUDGET.

EXERCICE 1832.

RELEVÉ

DU

NOMBRE, DU MONTANT ET DE LA MOYENNE

DES

Pensions de Veuves de Militaires.

PENSIONS DE VEUVES

ÉTAT indiquant le nombre et le montant des Pensions de Veuves de Militaires à inscrire au Grand-Livre, après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité Central du Gouvernement Provisoire, en date du 27 Décembre 1830, et l'art. 139, n° 9, de la Constitution.

| NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT de CHAQUE PENSIONS. | TOTAL. |
|---------------------------|-----------------------------------|-----------------|
| 8 | 30 » | 240 » |
| 1 | 37 » | 37 » |
| 1 | 40 » | 40 » |
| 3 | 45 » | 135 » |
| 9 | 49 » | 441 » |
| 15 | 52 » | 780 » |
| 1 | 54 » | 54 » |
| 3 | 60 » | 180 » |
| 1 | 71 » | 71 » |
| 1 | 80 » | 80 » |
| 16 | 99 » | 1584 » |
| 1 | 111 » | 111 » |
| 1 | 121 » | 121 » |
| 1 | 127 » | 127 » |
| 1 | 133 » | 133 » |
| 1 | 134 » | 134 » |
| 5 | 148 » | 740 » |
| 4 | 197 » | 788 » |
| 7 | 200 » | 1400 » |
| 1 | 213 » | 213 » |
| 1 | 250 » | 250 » |
| 1 | 300 » | 300 » |
| 1 | 350 » | 350 » |
| 4 | 400 » | 1600 » |
| 1 | 443 » | 443 » |
| 1 | 500 » | 500 » |
| 1 | 650 » | 650 » |
| BREVETS 91 | TOTAL. | 11,502 » |

DE MILITAIRES.

ÉTAT indiquant le nombre et la moyenne des pensions de Veuves de Militaires à inscrire au Grand-Livre, après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité Central du Gouvernement Provisoire, en date du 27 Décembre 1830, et l'art. 139, n° 9, de la Constitution.

| TAUX des PENSIONS. | NOMBRE. | MONTANT. | MOYENNE. |
|--------------------------|---------------|-----------|----------|
| | DES PENSIONS. | | |
| De 1 à 99 | 59 | 3642 » | 62 » |
| » 100 » 199 | 14 | 2154 » | 154 » |
| » 200 » 299 | 9 | 1863 » | 207 » |
| » 300 » 399 | 2 | 650 » | 325 » |
| » 400 » 499 | 5 | 2043 » | 408 » |
| » 500 » 599 | 1 | 500 » | 500 » |
| » 600 » 699 | 1 | 650 » | 650 » |
| BREVETS. . . | 91 | f.11502 » | |

TRÉSORERIE
GÉNÉRALE.

3^{me} Division.

BUDGET.

EXERCICE 1832.

RELEVÉ

DU

NOMBRE, DU MONTANT ET DE LA MOYENNE

DES

PENSIONS DES INDES.

PENSIONS

ÉTAT indiquant le nombre et le montant des Pensions des Indes à inscrire au Grand-Livre, après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité Central du Gouvernement Provisoire, en date du 27 Décembre 1830, et l'art. 139, n° 9, de la Constitution.

| NOMBRE DE PENSIONS. | MONTANT DE CHAQUE PENSION. | TOTAL. |
|------------------------|-------------------------------|-----------------|
| 2 | f 54 » | f 108 » |
| 1 | 60 » | 60 » |
| 25 | 108 » | 2700 » |
| 2 | 142 » | 284 » |
| 1 | 162 » | 162 » |
| 2 | 180 » | 360 » |
| 1 | 300 » | 300 » |
| 1 | 350 » | 350 » |
| 1 | 360 » | 360 » |
| 3 | 800 » | 2400 » |
| 1 | 1000 » | 1000 » |
| BREVETS 40 | TOTAL . . . | f 8084 » |

DES INDES.

ÉTAT indiquant le nombre et la moyenne des Pensions des Indes , à inscrire au Grand-Livre , après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité Central du Gouvernement Provisoire , en date du 27 Décembre 1830 , et l'art. 139 , n° 9 , de la Constitution.

| TAUX DES PENSIONS. | NOMBRE | MONTANT | MOYENNE |
|-----------------------|---------------|----------|---------|
| | DES PENSIONS. | | |
| De 1 à 99 | 3 | 168 » | 56 » |
| » 100 » 199 | 30 | 3506 » | 117 » |
| » 300 » 399 | 3 | 1010 » | 336 » |
| » 800 » 899 | 3 | 2400 » | 800 » |
| » 1000 » 1099 | 1 | 1000 » | 1000 » |
| | 40 | f 8084 » | |

TRÉSORERIE
GÉNÉRALE.

3^{me} Division.

BUDGET.

EXERCICE 1832.

RELEVÉ

DU

NOMBRE, DU MONTANT ET DE LA MOYENNE

DES

PENSIONS DE LA MARINE.

PENSIONS

ÉTAT indiquant le nombre et le montant des Pensions de la Marine, à inscrire au Grand-Livre, après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité Central du Gouvernement Provisoire, en date du 27 Décembre 1830, et l'art. 139, n° 9, de la Constitution.

| NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT de CHAQUE PENSIONS. | TOTAL. |
|---------------------------|-----------------------------------|----------------|
| 3 | 30 » | 90 » |
| 1 | 37 » | 37 » |
| 1 | 47 » | 47 » |
| 1 | 49 » | 49 » |
| 1 | 51 » | 51 » |
| 4 | 59 » | 236 » |
| 1 | 65 » | 65 » |
| 1 | 68 » | 68 » |
| 1 | 72 » | 72 » |
| 1 | 74 » | 74 » |
| 1 | 77 » | 77 » |
| 2 | 78 » | 156 » |
| 1 | 83 » | 83 » |
| 1 | 89 » | 89 » |
| 1 | 91 » | 91 » |
| 5 | 96 » | 480 » |
| 1 | 101 » | 101 » |
| 1 | 124 » | 124 » |
| 1 | 136 » | 136 » |
| 1 | 150 » | 150 » |
| 1 | 739 » | 739 » |
| 31 | | 3,015 » |

LA MARINE.

ÉTAT indiquant le nombre et la moyenne des Pensions de la Marine, à inscrire au Grand-Livre, après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité Central du Gouvernement Provisoire, en date du 27 Décembre 1830, et l'art. 139, n° 9, de la Constitution.

| TAUX des PENSIONS. | NOMBRE. | MONTANT. | MOYENNE. |
|--------------------------|---------------|------------|----------|
| | DES PENSIONS. | | |
| De 1 à 99 | 26 | 1765 » | 68 » |
| » 100 » 199 | 4 | 511 » | 125 » |
| » 700 » 799 | 1 | 739 » | 739 » |
| | 31 | f. 3,015 » | |

TRESORERIE
GÉNÉRALE.

3^{me} Division.

BUDGET.

EXERCICE 1832.

RELEVÉ

DU

NOMBRE, DU MONTANT ET DE LA MOYENNE

DÈS

PENSIONS DU LIVRE AUXILIAIRE.

PENSIONS DU LI

ÉTAT indiquant le nombre et le montant des Pensions du Livre Auxiliaire à inscrire au Grand-Livre, après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité Central du Gouvernement Provisoire, en date du 27 Décembre 1830, et l'art. 139, n° 9, de la Constitution.

| NOMBRE DE PENSIONS. | MONTANT de chaque PENSION. | TOTAL. | NOMBRE DE PENSIONS. | MONTANT de chaque PENSION. | TOTAL. |
|------------------------|-------------------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------------------|--------------------|
| 1 | 46 » | 46 » | Report. 169 | | Report. f 19,985 » |
| 4 | 50 » | 200 » | 1 | 155 » | 155 » |
| 1 | 55 » | 55 » | 1 | 166 » | 166 » |
| 1 | 60 » | 60 » | 1 | 172 » | 172 » |
| 1 | 62 » | 62 » | 1 | 177 » | 177 » |
| 1 | 65 » | 65 » | 1 | 195 » | 195 » |
| 1 | 70 » | 70 » | 1 | 215 » | 215 » |
| 1 | 73 » | 73 » | 1 | 220 » | 220 » |
| 1 | 78 » | 78 » | 1 | 250 » | 250 » |
| 1 | 79 » | 79 » | 1 | 265 » | 265 » |
| 1 | 80 » | 80 » | 2 | 300 » | 600 » |
| 1 | 89 » | 89 » | 1 | 308 » | 308 » |
| 1 | 90 » | 90 » | 1 | 313 » | 313 » |
| 32 | 91 » | 2912 » | 1 | 344 » | 344 » |
| 1 | 98 » | 98 » | 2 | 350 » | 700 » |
| 8 | 100 » | 800 » | 1 | 358 » | 358 » |
| 1 | 103 » | 103 » | 4 | 400 » | 1600 » |
| 1 | 104 » | 104 » | 1 | 420 » | 420 » |
| 1 | 105 » | 105 » | 1 | 460 » | 460 » |
| 1 | 109 » | 109 » | 1 | 592 » | 592 » |
| 1 | 120 » | 120 » | 3 | 600 » | 1800 » |
| 2 | 124 » | 248 » | 1 | 680 » | 680 » |
| 1 | 129 » | 129 » | 2 | 800 » | 1600 » |
| 11 | 130 » | 1430 » | 2 | 900 » | 1800 » |
| 83 | 136 » | 11288 » | 1 | 1000 » | 1000 » |
| 1 | 144 » | 144 » | 2 | 1200 » | 2400 » |
| 1 | 145 » | 145 » | 1 | 1600 » | 1600 » |
| 1 | 149 » | 149 » | | | |
| 6 | 150 » | 900 » | TOTAL. 205 | | TOTAL. f 38,375 |
| 1 | 154 » | 154 » | | | |
| A Reporter. 169 | | A Reporter. f 19,985 » | | | |

LE AUXILIAIRE.

ÉTAT indiquant le nombre et la moyenne des pensions du Livre Auxiliaire, à inscrire au Grand-Livre, après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité Central du Gouvernement Provisoire, en date du 27 Décembre 1830, et l'art. 139, n° 9, de la Constitution.

| TAUX DES PENSIONS. | NOMBRE | MONTANT | MOYENNE |
|-----------------------------|---------------|------------------|-------------|
| | DES PENSIONS. | | |
| De <i>f</i> 1 à <i>f</i> 99 | 49 | <i>f</i> 4057 » | <i>f</i> 82 |
| » 100 » 199 | 125 | 16793 » | 134 |
| » 200 » 299 | 4 | 950 » | 237 |
| » 300 » 399 | 8 | 2623 » | 328 |
| » 400 » 499 | 6 | 2480 » | 413 |
| » 500 » 599 | 1 | 592 » | 592 |
| » 600 » 699 | 4 | 2480 » | 620 |
| » 800 » 899 | 2 | 1600 » | 800 |
| » 900 » 999 | 2 | 1800 » | 900 |
| » 1000 » 1099 | 1 | 1000 » | 1000 |
| » 1200 » 1299 | 2 | 2400 » | 1200 |
| » 1600 » 1699 | 1 | 1600 » | 1600 |
| TOTAUX. | 205 | <i>f</i> 38375 » | |

TRÉSORERIE
GÉNÉRALE.

3^{me} Division.

BUDGET.

EXERCICE 1832.

RELEVÉ

DU

NOMBRE, DU MONTANT ET DE LA MOYENNE

DES

PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES.

PENSIONS EC

ÉTAT indiquant le nombre et le montant des Pensions Ecclésiastiques à inscrire au Grand-Livre, après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité Central du Gouvernement Provisoire, en date du 27 Décembre 1830, et l'art. 139, n° 9, de la Constitution.

| NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. | NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. | NOMBRE de PENSIONS. | MONTANT DE chaque PENSION. | TOTAL. |
|---------------------------|----------------------------------|----------------|---------------------------|----------------------------------|-----------------|---------------------------|----------------------------------|---------------|
| 1 | 30 | 30 | Report 46 | | Report 6625 | Report 134 | | Report 30725 |
| 1 | 50 | 50 | 6 | 200 | 1200 | 1 | 300 | 306 |
| 1 | 55 | 55 | 1 | 206 | 206 | 3 | 313 | 939 |
| 1 | 60 | 60 | 1 | 208 | 208 | 1 | 325 | 325 |
| 2 | 70 | 140 | 1 | 210 | 210 | 1 | 330 | 330 |
| 1 | 82 | 82 | 3 | 212 | 636 | 1 | 333 | 333 |
| 1 | 88 | 88 | 1 | 213 | 213 | 1 | 335 | 335 |
| 1 | 100 | 100 | 1 | 219 | 219 | 4 | 337 | 1348 |
| 1 | 119 | 119 | 1 | 220 | 220 | 4 | 345 | 1380 |
| 2 | 125 | 250 | 1 | 225 | 225 | 1 | 350 | 350 |
| 1 | 130 | 130 | 1 | 233 | 233 | 1 | 351 | 351 |
| 1 | 135 | 135 | 35 | 236 | 8260 | 1 | 366 | 366 |
| 2 | 140 | 280 | 3 | 237 | 711 | 1 | 368 | 368 |
| 1 | 143 | 143 | 1 | 238 | 238 | 7 | 375 | 2625 |
| 1 | 144 | 144 | 1 | 240 | 240 | 2 | 378 | 756 |
| 1 | 145 | 145 | 1 | 243 | 243 | 1 | 381 | 381 |
| 3 | 150 | 450 | 3 | 244 | 732 | 2 | 383 | 766 |
| 1 | 158 | 158 | 1 | 246 | 246 | 1 | 389 | 389 |
| 3 | 163 | 489 | 6 | 250 | 1500 | 8 | 396 | 3168 |
| 1 | 164 | 164 | 1 | 260 | 260 | 1 | 400 | 400 |
| 2 | 165 | 330 | 2 | 262 | 524 | 1 | 410 | 410 |
| 1 | 169 | 169 | 1 | 268 | 268 | 1 | 416 | 416 |
| 1 | 170 | 170 | 1 | 270 | 270 | 1 | 417 | 417 |
| 1 | 173 | 173 | 2 | 275 | 550 | 1 | 438 | 438 |
| 3 | 175 | 525 | 1 | 280 | 280 | 2 | 450 | 900 |
| 1 | 180 | 180 | 1 | 286 | 286 | 1 | 500 | 500 |
| 2 | 181 | 362 | 1 | 287 | 287 | 1 | 600 | 600 |
| 2 | 183 | 366 | 3 | 288 | 864 | 1 | 700 | 700 |
| 1 | 185 | 185 | 2 | 290 | 580 | 1 | 5911 | 5911 |
| 2 | 187 | 374 | 1 | 291 | 291 | Total 195 | | Total f 56233 |
| 3 | 190 | 570 | 13 | 300 | 3900 | | | |
| A report. 46 | | A report. 6625 | A report. 143 | | A report. 30725 | | | |

STATISTIQUES.

ÉTAT indiquant le nombre et la moyenne des pensions Ecclésiastiques, à inscrire au Grand-Livre, après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité Central du Gouvernement Provisoire, en date du 27 Décembre 1830, et l'art. 139, n° 9, de la Constitution.

| TAUX DES PENSIONS. | NOMBRE | MONTANT | MOYENNE |
|-----------------------|---------------|-----------|---------|
| | DES PENSIONS. | | |
| De f 1 à f 99 | 8 | f 514 » | f 64 |
| » 100 » 199 | 38 | 6111 » | 161 |
| » 200 » 299 | 84 | 20200 » | 240 |
| » 300 » 399 | 54 | 18716 » | 346 |
| » 400 » 499 | 7 | 2981 » | 426 |
| » 500 » 599 | 1 | 500 » | 500 |
| » 600 » 699 | 1 | 600 » | 600 |
| » 700 » 799 | 1 | 700 » | 700 |
| » 5900 » 5999 | 1 | 5911 » | 5911 |
| TOTAUX. | 195 | f 56233 » | |

TRESORERIE
GÉNÉRALE.

3^{me} Division.

BUDGET.

EXERCICE 1832.

RELEVÉ

DU

NOMBRE, DU MONTANT ET DE LA MOYENNE

DES

PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES TIERCEES.

PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES

*ÉTAT indiquant le nombre et le montant des Pensions ecclésiastiques tierces
Central du Gouvernement Provisoire, en date du*

| NOMBRE DE PENSIONS. | MONTANT de chaque PENSION. | TOTAL. | NOMBRE DE PENSIONS. | MONTANT de chaque PENSIONS. | TOTAL. |
|------------------------|-------------------------------------|------------------------|------------------------|--------------------------------------|---------------------|
| 2 | 9 | 18 | Report. . 166 | | Report. |
| 7 | 10 | 70 | 2 | 51 | |
| 1 | 14 | 14 | 29 | 52 | |
| 2 | 20 | 40 | 1 | 53 | |
| 1 | 21 | 21 | 3 | 54 | |
| 4 | 23 | 92 | 226 | 55 | |
| 1 | 24 | 24 | 3 | 56 | |
| 2 | 26 | 52 | 6 | 58 | |
| 1 | 27 | 27 | 2 | 60 | |
| 3 | 28 | 84 | 17 | 61 | |
| 1 | 29 | 29 | 24 | 63 | |
| 2 | 30 | 60 | 4 | 64 | |
| 2 | 32 | 64 | 2 | 65 | |
| 5 | 33 | 165 | 187 | 66 | |
| 4 | 34 | 136 | 2 | 71 | |
| 1 | 35 | 35 | 4 | 72 | |
| 1 | 36 | 36 | 2 | 73 | |
| 3 | 37 | 111 | 8 | 74 | |
| 2 | 39 | 78 | 3 | 75 | |
| 2 | 41 | 82 | 3 | 76 | |
| 2 | 42 | 84 | 4 | 77 | |
| 1 | 43 | 43 | 39 | 79 | |
| 14 | 47 | 658 | 3 | 80 | |
| 2 | 48 | 96 | 3 | 81 | |
| 100 | 49 | 4900 | 396 | 82 | |
| | | | 4 | 83 | |
| A Reporter. 166 | | A Reporter. . . f 7019 | A Report. 1143 | | A Reporter. |

MOUVES TIENNES.

crire au Grand-Livre, après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité
 nbre 1830, et l'art. 39, n° 9, de la Constitution.

| BRE SIONS. | MONTANT de chaque PENSION. | TOTAL. | NOMBRE DE PENSIONS. | MONTANT de chaque PENSION. | TOTAL. |
|---------------|-------------------------------------|-------------------------|------------------------|-------------------------------------|----------------------|
| 1143 | | Report. 75484 | Report. 1617 | | Report . . f 121841 |
| 3 | 84 | 252 | 1 | 112 | 112 |
| 1 | 85 | 85 | 1 | 113 | 113 |
| 2 | 86 | 172 | 1 | 114 | 114 |
| 12 | 87 | 1044 | 143 | 115 | 16445 |
| 3 | 88 | 264 | 2 | 116 | 232 |
| 8 | 89 | 712 | 1 | 117 | 117 |
| 1 | 90 | 90 | 1 | 119 | 119 |
| 75 | 91 | 6825 | 1 | 120 | 120 |
| 3 | 93 | 279 | 3 | 121 | 363 |
| 29 | 94 | 2726 | 2 | 123 | 246 |
| 9 | 95 | 855 | 63 | 126 | 7938 |
| 2 | 96 | 192 | 8 | 127 | 1016 |
| 2 | 97 | 194 | 217 | 132 | 28644 |
| 1 | 98 | 98 | 2 | 137 | 274 |
| 262 | 99 | 25938 | 1 | 141 | 141 |
| 1 | 100 | 100 | 2 | 157 | 314 |
| 1 | 102 | 102 | 1 | 158 | 158 |
| 3 | 103 | 309 | 1 | 161 | 161 |
| 2 | 104 | 208 | 28 | 164 | 4592 |
| 2 | 105 | 210 | | | |
| 3 | 106 | 318 | TOTAL 2096 | | TOTAL . . . f 183060 |
| 2 | 107 | 214 | | | |
| 2 | 109 | 218 | | | |
| 43 | 110 | 4730 | | | |
| 2 | 111 | 222 | | | |
| 1617 | | A Reporter . . . 121841 | | | |

13 B

PENSIONS ECCLÉSIASTIQUES TIERCÉES.

ÉTAT indiquant le nombre et la moyenne des Pensions ecclésiastiques tiercées, à inscrire au Grand-Livre, après la révision ordonnée par l'arrêté du Comité Central du Gouvernement Provisoire, en date du 27 Décembre 1830, et l'art. 139, n° 9, de la Constitution.

| TAUX des PENSIONS. | NOMBRE. | MONTANT. | MOYENNE. |
|--------------------------|---------------|----------|----------|
| | DES PENSIONS. | | |
| De f 1 à 99 | 1556 » | 115210 » | 74 » |
| » 100 » 199 | 540 » | 67850 » | 126 » |
| | 2096 » | 183060 » | |
| | | | |